

# Notes de lecture 17

## octobre 2013

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

### Made in Germany

#### Le modèle allemand au-delà des mythes

*Guillaume Duval*

(Seuil, janvier 2013, 231 pages, 17 €)

*(notes de lecture de J-P Allétru)*

Qu'est-ce qui fait le succès insolent de l'Allemagne, dont nous, Français, pourrions être jaloux ? Sont-ce les « réformes courageuses » décidées au début des années par Gerhard Schröder, si vantées par nos hommes politiques et nombre d'économistes ? Au contraire, explique Guillaume Duval, l'amère potion libérale risque de fragiliser le modèle allemand, qui a des racines profondes dans le passé. L'Allemagne a d'autres atouts, dont nous devrions nous inspirer.

*On lira avec beaucoup d'intérêt cet ouvrage de Guillaume Duval, particulièrement clair et documenté, qui balaye un certain nombre d'idées reçues que nous avons sur notre voisin.*

#### **Entre l'Allemagne et la France, les profondes différences héritées de l'histoire continuent de marquer de façon déterminante nos sociétés et nos économies.**

Alors qu'en France la capitale concentre tous les pouvoirs et tous les moyens, **le capital humain, culturel, financier est assez équitablement réparti sur tout le territoire allemand**, qui ne s'est unifié que très tardivement, en 1871. Auparavant, les principautés allemandes avaient été rassemblées dans un cadre très lâche, le Saint Empire romain germanique, qui fut dissous en 1806 par Napoléon, puis dans un *Zollverein*, une union douanière autour de la Prusse (qui a depuis servi de référence pour la construction européenne à partir du traité de Rome en 1957). En 1949, la République fédérale d'Allemagne fait une large place aux *Länder*, et en 1989, la réunification allemande conserve ce modèle.

L'ampleur des déséquilibres territoriaux français est une des explications majeures de l'une des différences les plus marquantes entre la France et l'Allemagne : le **niveau des dépenses publiques, nettement plus élevées chez nous** (11 % du PIB de plus). Sans celles-ci, nombre de territoires français ne pourraient pas tenir le choc, tant ils manquent d'une « masse critique » pour fournir à leurs habitants des revenus suffisants par leur propre activité économique [*de la même façon, la politique européenne devrait viser à résorber les inégalités entre Etats de l'Union, grâce à une redistribution des ressources...note JPA ; mais ce n'est pas le sujet*].

Alors que la France est entrée dans la « transition démographique » dès le XVIIIe siècle (ce qui explique que les pouvoirs publics aient, après la guerre de 1870, cherché à favoriser la natalité, par les allocations familiales, l'école maternelle et les crèches), l'Allemagne a longtemps eu une forte vitalité démographique, ce qui s'est traduit, à l'inverse de la France, par une forte émigration, notamment en Amérique et dans l'est de l'Europe. Aujourd'hui, 16 % des Etats-Uniens déclarent être d'origine allemande. **Ce long passé d'émigration est l'un des facteurs centraux d'explication des performances allemandes à l'exportation.**

A l'inverse, les firmes françaises comptent d'abord sur le gouvernement pour vendre à l'étranger produits et grands contrats, comme elles le faisaient autrefois dans le cadre de l'empire colonial.

Depuis un demi siècle, l'Allemagne est devenue un pays d'immigration. Sa natalité a chuté.

Et la société allemande d'aujourd'hui reste très profondément marquée par la persistance d'une vision très traditionnelle de la répartition des rôles entre hommes et femmes (*Kinder, Küche, Kirche*, les enfants, la cuisine et l'église, disait Guillaume II). **Les succès de l'économie allemande reposent pour une large part sur la subordination persistante des femmes.** Cela permet à l'industrie de bénéficier de services bon marché produits par des femmes mal payées, et de limiter les dépenses publiques, les services correspondants restant pris en charge par les femmes dans le cadre domestique. Avec toutefois comme conséquence un déséquilibre démographique qui menace à terme l'avenir du pays (1,36 enfant par femme en Allemagne, à comparer à 2,03 en France).

Alors que les révolutionnaires français, libéraux purs et durs, avaient vigoureusement combattu le « corporatisme » (la loi Le Chapelier de 1791, qui interdisait les « assemblées d'arts et de métiers », et donc aussi les syndicats, n'a été abrogée qu'en 1884), **l'Allemagne a une longue tradition de coopérations entre entreprises au sein de branches professionnelles puissamment organisées**, ce qui leur permet de s'entendre pour limiter la concurrence et le dumping social qu'ils se font les uns aux autres. Les négociations de branches ont joué un rôle clé en Allemagne dans la stratégie pour défendre la compétitivité-coût de l'industrie, grâce à un niveau d'inflation faible, tout en maintenant un haut niveau d'emploi.

Mais certaines entreprises obtiennent de pouvoir déroger aux accords de branche ; l'Etat limite ses interventions dans le droit du travail (et l'Allemagne est l'un des derniers pays européens à ne pas disposer d'un salaire minimum légal) ; les salariés qui ne bénéficient pas d'accords de branche, par exemple dans le secteur des services, ne disposent que d'une protection très faible.

En outre, la politique de défense de la compétitivité-coût, qui était jusque là supportable dans une Europe à plusieurs monnaies devient pour celle-ci un poison mortel dans le contexte de la monnaie unique, car elle menace de faire exploser la zone euro

Alors qu'en France, la tradition élitiste liée au système des grandes écoles favorise un type de management autoritaire et hiérarchique, **en Allemagne, les salariés sont bien davantage associés aux décisions** : les comités d'établissement sont dotés de pouvoirs étendus, une place déterminante est reconnue aux représentants des salariés dans les instances dirigeantes des entreprises. Cela a permis à l'Allemagne de résister mieux que d'autres pays aux effets délétères de la mondialisation.

**L'école allemande** est moins dominée par le gavage de connaissances et moins marquée par une concurrence scolaire exacerbée que dans l'Hexagone. Du coup, elle **prépare mieux les jeunes Allemands à coopérer et à faire preuve d'initiative et de créativité**, ce qui facilite leur intégration plus rapide dans le monde du travail, où existent par ailleurs de réelles possibilités de promotion interne.

Les Allemands sont plus **écolos** que les Français. Les contraintes que les Allemands se sont imposées depuis 30 ans dans ce domaine sont **un des ressorts essentiels du rebond actuel de l'économie allemande**. A l'inverse, les Français gaspillent l'énergie ( 2553 kWh d'électricité par Français contre 1 692 par Allemand, chiffres de 2009). Les politiques de défense de l'environnement ont donné à l'industrie allemande une avance considérable tant dans la maîtrise des technologies liées à l'efficacité énergétique que dans la production d'énergies renouvelables.

L'Allemagne, bien que peu individualiste et marquée par de fortes traditions corporatistes est aussi un pays plus libéral qu'on ne le croit généralement, et non pas social-démocrate. On s'y accommode volontiers d'un **Etat faible**. C'est dans ce sens, d'ailleurs, qu'elle a orienté la construction européenne. Cette approche n'est pas forcément adaptée à ce qu'il nous faudrait inventer ensemble...

Les Allemands de l'Ouest ont le sentiment d'avoir payé très cher pour aider leurs « frères » de l'Est, lors de la réunification. Et ce n'est pas la moindre des explications à leur forte réticence à faire preuve aujourd'hui de plus de solidarité à l'égard des pays de la zone euro en crise.

Pourtant, **la réunification a été aussi une bonne affaire pour l'économie allemande** qui a trouvé ainsi à la fois des débouchés supplémentaires, le moyen de moderniser les outils de production, des marchés nouveaux en Europe centrale et orientale. Et les coûts de la réunification ont été transférés vers les autres Européens, via la politique monétaire non coopérative menée par la *Bundesbank* dans les années 1990 (les taux d'intérêt réels –inflation déduite-, ont atteint des sommets sans précédents, il s'en est ensuivi la récession de 1993, la montée du chômage et une vague d'euroscpticisme ).

## **Mais alors, quel rôle Schröder a-t-il joué ?**

Il est considéré aujourd'hui, en Allemagne comme ailleurs, comme LE sauveur de l'économie allemande. La politique d'austérité de fer qu'il a menée au début des années 2000 fournit LE modèle que tous les gouvernements (et surtout ceux de gauche) devraient absolument copier...

Pourtant l'effet principal de cette politique a été le développement spectaculaire de la pauvreté et des inégalités en Allemagne, ainsi qu'une hausse sensible de l'endettement public. Sans compter la montée des déséquilibres au sein de la zone euro, qui ont aboutit à sa crise ouverte depuis 2010.

De ses origines très pauvres, Gherard Schröder avait un immense besoin de reconnaissance de la part des riches et des puissants qui lui vaudra plus tard le surnom de « chancelier des patrons » [*on ne peut manquer de faire le parallèle avec Pierre Beregovoy, note JPAJ*]. Fasciné par le monde anglo-saxon, Schröder publie avec Tony Blair un manifeste social-libéral, dénonçant des dépenses publiques excessives et préconisant la baisse de l'impôt. Il instaure une réforme des retraites (en échange d'une baisse des retraites du régime général, incitation à la

création d'une épargne retraite personnelle par capitalisation, qui s'avèrera plus tard être un douloureux échec...). Il baisse l'impôt des plus aisés, ainsi que celui des entreprises et que l'impôt sur les revenus du capital. Reconduit malgré son médiocre bilan en 2002, il lance en 2003 un programme nettement plus libéral que social, l'Agenda 2010, attaque sans précédent contre le système de protection social allemand : baisse des cotisations sociales patronales, facilitation des licenciements, durcissement de l'assurance chômage, développement de l'emploi précaire, déremboursement de certaines prestations de l'assurance maladie, recul de l'âge de départ à la retraite... Les lois Harz facilitent le recours à l'intérim, ramènent l'indemnisation du chômage de 32 à 12 mois maximum (et 18 mois pour les plus de 55 ans), obligent les chômeurs à accepter n'importe quel poste, même sans rapport avec leur ancienne qualification, et à participer à des tâches d'intérêt collectifs rémunérés à 1 € de l'heure, les fameux jobs à 1 €...

Pour quel résultat ? Entre 2000 et 2005, les salariés allemands ont perdu 2,8 % de leur pouvoir d'achat (quand les français en gagnaient 5,7%). Le chômage et les inégalités ont augmenté, le taux d'investissement des entreprises a baissé, les communes ont dû fermer nombre de services (centres sociaux, maisons des jeunes et de la culture, piscines, bibliothèques, ...), l'endettement allemand s'est accru.

Mais le commerce extérieur s'est redressé. En 1998, les comptes courants allemands affichaient un déficit de 15 milliards d'euros ; en 2006, un excédent de 150 milliards. Ce résultat, mis au crédit de Schröder, s'explique en fait par la stagnation de la demande intérieure et par le décollage de la demande des pays émergents pour les produits allemands.

Ce qui paraît aux yeux de la plupart des Allemands et de nombre d'autres Européens avoir été une politique rigoureuse permettant de rétablir les comptes de l'Allemagne était en réalité une politique contre-productive qui a appauvri les Allemands, aggravé leur endettement public, privé leur pays d'investissements indispensables et occasionné des placements extérieurs spéculatifs et hasardeux (en Grèce, en Irlande, au Portugal) qui vont se traduire par une perte significative de l'épargne de nombreux Allemands !...

## **Et aujourd'hui ?**

Si l'Allemagne a bien résisté au choc de la crise de 2008-2009 et connaît des succès économiques, c'est parce qu'Angela Merkel a mené une politique moins antisociale que son prédécesseur ; et surtout en raison des caractéristiques structurelles anciennes du modèle allemand (forte valorisation sociale du travail industriel, importance de la négociation sociale entre patronat et syndicat, pouvoirs étendus des salariés dans les entreprises), auxquelles s'ajoutent des facteurs plus conjoncturels (absence de bulle immobilière, liée au début de recul démographique, décollage des pays émergents, taux d'intérêts exceptionnellement bas, baisse des taux de change de l'euro).

Cependant, si l'économie allemande a créé 2,8 millions d'emplois salariés entre mars 2006 et mars 2012 (pendant que la France n'en créait que 550 000, il n'en reste pas moins que les petits boulots ( quelques heures par semaine pour moins de 400 € par mois), non comptés parmi les précédents, se sont multipliés (4,8 millions de personnes, dont 3,1 millions de femmes). Et que la rémunération moyenne du salarié moyen n'a pas retrouvé en 2012 son niveau de 2000 (tandis que celle des Français a augmenté de 11,8 %). Les mesures prises par Schröder puis Merkel pour limiter les cotisations retraite préparent une paupérisation massive des futurs retraités. Le recul démographique, qui explique une stabilisation des prix de l'immobilier (quand en France, ils ont été multipliés par 2,5 entre 1996 et 2010), et qui a été un atout dans les années 2000, risque fort de poser bientôt de sérieux problèmes à l'Allemagne (manque de main d'œuvre qualifiée, charge de la dette supportée par moins d'actifs) sauf à accélérer l'immigration...

« Il serait à la fois tragique et ironique que l'Allemagne réunifiée provoque pour la troisième fois, par des moyens pacifiques cette fois et avec les meilleures intentions du monde, la ruine de l'ordre européen », a dit Joschka Fischer en 2012, critiquant l'obsession « austéritaire » de ses concitoyens.

Ne faudrait-il pas, pour sortir l'Union européenne de l'ornière, lancer un *Green New Deal* européen ?